

---

LONDRES – ATLAS II : Thématique groupe 1 : L’avenir du multipartisme, séance 1

Samedi 21 juin 2014 – 15h00 à 18h00

ICANN – Londres, Angleterre

LEON SANCHEZ:

Un ordre du jour assez long pour aujourd’hui et pour demain. Nous allons passer pas mal de temps ensemble. Et j’aimerais faire une rapide introduction du travail que nous allons faire ici. Gisella, est-ce que vous pouvez m’aider et me donner la présentation.

Bien, donc nous sommes là. Comme je vous l’ai dit le sujet pour ce groupe thématique est le futur du multipartisme. Nous allons parler de cela pendant plusieurs heures ensuite pour notre session plénière. Pendant notre session plénière, nous allons parler de cela pendant plusieurs heures.

Je suggère que l’on fasse un Tweet, que si l’on veut faire un Tweet sur ce sujet, on utilise le hashtag qui se trouve sur l’écran. Pour ceux qui ne sont pas dans notre salle et qui nous aident à distance, ça les aidera à identifier la discussion.

Le facilitateur de ce groupe thématique est Adam Peak, qui est notre expert pour ce type de sujets. Moi-même, je serais le modérateur et mon rôle n’est pas de guider la discussion mais de la faciliter. Raf Fatani est aussi la personne qui va m’aider à organiser cette discussion et Evan Lebovich va prendre des notes et sera le rapporteur de ce groupe thématique. Merci.

---

*Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.*

Bien, donc nous allons avoir d’autres experts outre Adam qui va nous rejoindre. Wolfgang Kleinwächter, Alejandro Pisanty vont être là aussi. William Drake et [inaudible] seront là aussi. Ils vont nous donner quelques détails sur différents thèmes, différentes questions aussi. Et ensuite, la prochaine diapo s’il vous plait Gisella.

La structure de notre session, nous avons quatre sessions et la structure de la session comme nous l’avons prévue sera faite d’une introduction faite par un expert sur le sujet discuté pendant la session. Ensuite, nous allons poser quelques questions, ensuite nous allons. Nous sommes le plus grand groupe thématique d’ATLAS donc je pense que c’est important pour nous de nous diviser en petits groupes et d’avoir une discussion sur les questions, sur tous les thèmes qui nous intéressent liés à cette discussion.

Ensuite, nous ferons des rapports, chaque groupe fera son rapport et ensuite on fera un résumé et le rapporteur fera un résumé, le rapporteur en chef fera le résumé de tout le travail. Est-ce qu’il y a des commentaires? Non, bien alors on continue.

Alors la prochaine diapo, comme je vous l’ai dit, vous êtes les responsables de cette réunion, ce n’est pas nous. Nous, ce que nous voulons, c’est savoir ce que vous pensez du futur du multipartisme. Donc on a besoin d’entendre vos commentaires, on a besoin de savoir comment fonctionnent les choses dans votre région, dans votre pays, au niveau local, au niveau global, c’est le plus important pour nous.

---

Nous devons faire cela parce que nous avons besoin d'un rapport de ce groupe thématique à la fin de notre session, c'est-à-dire demain après-midi. Et donc commençons. Eduardo, oui, allez-y, vous avez la parole.

EDUARDO DIAZ:

J'ai une question concernant le multipartisme, les multipartites. On a beaucoup de mots, multipartisme, multipartisme égal et multipartisme sur le même pied. Je voudrais avoir une précision dans le contexte d'ICANN, qu'est-ce que cela signifie? Pour avoir une petite idée de ce que l'on met derrière ce terme et derrière ces différents termes.

LEON SANCHEZ:

Oui Alejandro.

ALEJANDRO PISANTY:

Je vais faire une note en bas de page sur le titre de cette session pour dire que je refuse d'utiliser le terme multipartisme parce que je pense que lorsque l'on dit multipartisme, on exprime une espèce de religion, de foi, au lieu de parler du fait, du fait de la participation multipartite, la gouvernance multipartite, c'est ça qui nous intéresse. Merci.

ANDRE:

Merci Leon, je suis d'accord avec ce qu'Alejandro a dit, nous avons eu une EuroDIG et ce multipartisme est devenu une espèce de gag. Les gens ne connaissent pas très bien le contexte, ça les fait rire parce qu'ils ne comprennent pas. Avri Doria a créé un nouvel acronyme pour le

---

multipartisme, qu’on peut prendre avec un peu d’humour, c’est M17M, parce qu’on a le multipartisme, un M au début, un M à la fin et 17 lettres au milieu en Anglais, « multistakeholderism », ça fait « projet M17M ». On va dire qu’on pourra faire une note en bas de page pour dire que ce n’est pas une religion.

EVAN LEIBOVITCH:

S’il vous plait lorsque vous prenez la parole vous devez vous identifier pour les interprètes et pour faciliter les choses parce que c’est moi qui vais prendre des notes. Je vous demande donc, quand vous prenez la parole, de vous identifier, même si vous avez déjà pris la parole auparavant, merci.

ADAM PEAK:

Bonjour à tous, je pense que c’est un bon départ, puisque c’est une des choses, c’est une question que l’on peut faire, l’expert en sujet, je vois qu’il y a ici des gens qui sont beaucoup plus dans le processus de multipartisme que moi donc je suis l’expert, mais bon...

En tout cas cette idée de –isme nous amène à penser qu’il s’agit d’une philosophie, d’une croyance, et ce n’est pas vraiment le cas. Nous voulons parler de manière de travailler, c’est de ça que nous voulons parler et je pense que le multipartisme c’est une façon de travailler. Donc Eduardo, je dirais que dans ICANN, les parties prenantes ce sont des personnes qui sont intéressées par ICANN, qui sont affectées par ce qu’il se passe dans ICANN.

---

On a vu que ce mot est utilisé dans différents types de discussions quand on parle de transparence par exemple. Ce ne sont pas des parties affectées ou concernées, c’est vraiment les personnes qui ont un intérêt au sein d’ICANN et au sein des différentes activités d’ICANN. Ce –isme, c’est une discussion intéressante, on peut voir, on peut faire une discussion et dire que nous ne sommes pas un –isme, nous sommes une manière de travailler, c’est tout.

LEON SANCHEZ:

Oui, Carlos a levé la main donc allez-y vous avez la parole.

NON-IDENTIFIÉ:

Je voudrais répondre à Adam, plus qu’une façon de travailler, je dirais que c’est une manière d’appliquer la gouvernance, si l’on considère ce sens là, je voudrais demander comment est-ce qu’on se réfère à la démocratie, à la monarchie, aux différentes formes de dictature, est-ce que c’est une manière de, est-ce que c’est une gouvernance, est-ce que c’est un –isme, est-ce que c’est un modèle de gouvernance, est-ce que c’est une manière de travailler, est-ce que c’est? En tout cas de toute façon le multipartisme doit se référer à des modèles multipartites.

Les modèles multipartites de gouvernance, ou les formes de gouvernance multipartites, je crois qu’il faudrait se mettre d’accord, avoir une petite discussion sur ce que nous considérons avec une phrase précise qui sera ensuite utilisée en permanence par ICANN, donc c’est important.

LEON SANCHEZ:

Merci, Carlos demande la parole, Carlos vous avez la parole.

CARLOS ALVAREZ:

Merci Leon. J’ai deux questions ici que je voudrais aborder. J’enseigne à l’université, à la faculté, je suis professeur et je parle en permanence du modèle multipartisme et je suis fatigué de dire que c’est un modèle qui est bon pour l’administration et que c’est bien, c’est un modèle appliqué pour l’administration d’Internet. Pendant longtemps j’ai vendu cela.

Mais, je dirais que depuis que je l’ai vécu de l’intérieur pendant plusieurs années, je pense que ce modèle doit être révisé parce que tous les modèles peuvent être améliorés, tous les modèles peuvent être rendus plus parfaits. Donc à partir de cela, j’ai deux questions que je voudrais aborder, que l’on pourrait peut-être discuter ici en fonction de l’intérêt que cela peut éveiller au sein du groupe.

En premier lieu, je ne veux pas être violent bien sûr ou paraître violent, mais certains pensent, pour ne pas dire que moi aussi je le pense, certains pensent que ce modèle multipartite est fait comme une espèce de piège pour tromper les utilisateurs finaux et cela en faveur d’autres secteurs qui, lorsque l’on doit prendre des décisions, ces autres secteurs, leur décision va avoir plus de poids que celle des utilisateurs finaux. Pourquoi est-ce que je dis ça? Et bien je pense que c’est important

Deuxième point dont il faut tenir compte, la participation est dans des conditions égales. Lorsqu’on parle d’un modèle dans lequel tout le

---

monde peut participer selon des conditions égales et dans toutes les étapes de la prise de décision, de la génération de politiques, ceux qui sont désavantagés bien sûr sont toujours les utilisateurs finaux puisqu'ils n'ont pas le pouvoir économique de participer aux réunions.

Des fois, et beaucoup d'entre eux nous disent, si on ne peut pas se rendre à la réunion on peut toujours participer à distance mais ce n'est pas vraiment le cas. La participation à distance n'est pas si simple que ça et la participation à distance peut être réalisée si cet utilisateur ne doit pas travailler ce jour là ou ne doit pas se consacrer à une tâche X alors qu'il y a d'autres secteurs qui se consacrent à cela et cela fait partie de leur travail, dans le cas du commerce, dans le cas du secteur du business, dans le cas des secteurs gouvernementaux c'est le cas.

Donc, je reviendrais à ce que je voulais dire, c'est-à-dire que ce modèle de multipartisme nous donne l'impression que c'est l'utilisateur final qui prend la décision dans des conditions d'égalité mais je pense que ce n'est pas vraiment le cas. Je crois qu'il faudrait analyser ce concept et voir si vraiment c'est le cas et de quelle façon on peut analyser cela. Je ne sais pas, je ne peux pas vous le dire mais je crois qu'il faudrait y réfléchir, merci.

LEON SANCHEZ:

Merci Carlos, je crois que la discussion va continuer et je crois qu'il est important d'écouter ce que Wolfgang a à nous dire parce que c'est notre invité, notre expert d'aujourd'hui invité. Et bien sûr, après avoir écouté Wolfgang, on continuera à discuter, on posera des questions et à ce moment-là on pourra continuer à parler de cela, donc nous allons

---

donner la parole à Wolfgang et nous le remercions pour sa présence, merci. Wolfgang vous avez la parole.

**WOLFGANG KLEINWÄCHTER:** Merci Leon, merci de m’avoir invité ici aujourd’hui. Je dois m’excuser, je suis arrivé en retard et je vais partir un petit peu en avance parce que j’ai une autre réunion qui entre en conflit avec la votre donc je partirais un peu avant. Vous comprenez, si on regarde l’histoire, vous comprenez pourquoi on parle du modèle multipartisme aujourd’hui et ici.

Très souvent, je pense qu’il suffit de remonter aux années 70, aux années 80, avant la fin de la guerre froide, lorsque l’on avait un grand processus international qui s’appelait le nouvel ordre d’information et de communication qui était discuté dans les Nations Unies, au niveau des organismes de communication. On essayait de voir comment le monde allait être organisé dans le futur, c’était cela les discussions.

Et ensuite, dans les années 70 et 80, quand il n’y avait pas encore le Web, on se rendait compte de toute façon que l’information et la communication étaient un point clef et les discussions à l’UNESCO à propos de ce nouvel ordre étaient discutées seulement entre les gouvernements. Cela voulait dire que les parties comme les médias ou les personnes concernées par les informations ne participaient pas à ce débat. C’était les gouvernements américains et russes qui en discutaient principalement. Il y avait le monde communiste, il y avait le tiers monde et il y avait les États-Unis.

---

C'était les trois acteurs principaux. Les médias, les utilisateurs, les personnes en général n'avaient rien à dire dans ce débat. C'était une approche d'un seul parti avec plusieurs partis conflictuels.

Après l'effondrement de cette situation, il y a eu plusieurs théories qui ont commencé dans les années 90. On a commencé à dire que c'était une erreur, qu'on ne pouvait pas discuter du futur de l'information, de la communication sans tenir compte des personnes qui étaient effectivement concernées. Il y a un livre très intéressant qui est sorti à cette époque là, qui s'appelait le pouvoir. Dans ce livre, il expliquait la complexité du monde dans ce sens. C'était le début des années 90.

Pour parvenir à un système plus distribué de prises de décisions, pas seulement les gouvernements, avoir la capacité de prendre des décisions mais aussi des groupes à différents niveaux qui devaient être inclus aussi dans le processus de prise de décision si l'on voulait avoir des résultats durables. Il disait que le problème du monde était en train de devenir trop important et que les gouvernements ne pouvaient pas les résoudre tous seuls. C'était le début des années 90, lorsque le Web a commencé à être inventé.

Il n'était pas très clair à l'époque comment on allait s'organiser. Dans les années 90, il y a eu un sommet mondial organisé par les Nations Unies sur les problèmes d'environnement, des droits de l'homme à Rio de Janeiro. Pendant ce sommet mondial, les ONG ont été invitées à participer mais n'étaient pas incluses dans les débats politiques. A Rio de Janeiro, les gouvernements étaient assis d'un côté de la salle et les organisations non gouvernementales étaient assises de l'autre côté de la salle.

---

Moi j'étais aussi au sommet mondial de Vienne sur les droits de l'homme, c'était dans l'immeuble des Nations Unies à Vienne et on avait de nouveau deux entrées séparées, une pour les représentants du gouvernement et l'autre pour les représentants des ONG. Les représentants des ONG faisaient leurs réunions au sous-sol et les gouvernements au premier étage et il y avait une barrière qu'on ne pouvait pas traverser pour passer d'un espace à l'autre.

C'était le signal vraiment que les gouvernements se sont rendu compte à ce moment-là et qu'ils ne pouvaient pas discuter des droits de l'homme, des problèmes de l'environnement sans inclure les organisations telles que les ONG mais de manière séparée. On en discute nous tous seuls et on les laisse discuter de leur côté et après nous prendrons nos propres décisions.

A ce moment-là, au niveau de l'ICANN, en 1998, il y a eu un changement de cette situation parce que lorsque le débat a commencé à porter sur l'Internet dans les années 90 et que l'UTI s'est rendu compte que ça pourrait être quelque chose d'intéressant. Lorsqu'on leur a dit qu'on était en train d'organiser quelque chose pour le système de noms de domaines, le gouvernement américain s'est rendu compte qu'il pouvait changer les choses.

Il a proposé ce qui a donné ensuite la formation d'ICANN, il a pensé que la prise de décision était cruciale, qui avait le droit de prendre une décision sur ces problèmes-la? Et le gouvernement américain a proposé un système, ils ont dit d'accord, les personnes qui sont concernées et qui participent à la construction et à l'utilisation de cela devraient avoir

---

une capacité de prise de décision et les gouvernements ne seront que des conseillers dans ce sens.

Si on remonte aux statuts originaux d’ICANN, vous verrez qu’il y a le conseil d’administration qui a 18 membres, 9 qui viennent des fournisseurs de services, 9 qui viennent des utilisateurs de services et donc il y avait un équilibre entre les fournisseurs et les utilisateurs de service.

Les gouvernements étaient des conseillers, c’était une innovation, c’était un petit groupe de personnes qui était concerné et les gouvernements ont dit « Tiens, c’est intéressant, que se passe-t-il? ». Ils sont allés en parler au sommet de l’Union Internationale des Communications. A l’époque c’était important parce qu’on a eu pendant trois ans le sommet de la société de l’information a commencé à se demander qui prendrait les décisions.

Est-ce que ce système permettait vraiment de représenter les fournisseurs de service et les utilisateurs? Et à ce moment-la, cela a donné lieu à notre modèle multipartite parce que lors de la première phase de ce sommet de la société de l’information il n’y avait pas d’accord entre le gouvernement Chinois qui favorisait un leadership de gouvernements et le gouvernement Américain qui favorisait un leadership du secteur privé.

Il y a eu, on est arrivés a un compromis, on a décidé qu’on ne pouvait pas parvenir à une décision à ce moment-la et qu’on allait donc créer un groupe de travail avec Kofi Annan qui a établi ce groupe de travail sur la gouvernance de l’Internet et pendant deux ans ce groupe a travaillé sur

---

ce thème de la gouvernance de l’Internet donc le résultat a été que l’Internet n’avait pas besoin d’un leader et qu’il n’y avait pas de leadership ni des gouvernements.

Les gens devaient participer et toutes les parties prenantes devaient participer au développement de politiques, à la prise de décision de l’Internet et que l’Internet concernait un partage de matériel et que cette définition qui est venue de ce groupe de travail sur la gouvernance de l’Internet qui a dit que les principaux groupes sont le secteur privé, les gouvernements, la société, les utilisateurs et que tout cela forme une communauté et ce que cette communauté doit faire c’est de partager des programmes, des principes et des prises de décision ensemble.

Le partage de la prise de décision est un élément clef pour ce modèle de multipartisme. Donc il n’y a pas une seule partie qui va prendre une décision finale. Cela veut dire que toutes les parties qui participent, des fois trois, des fois cinq, des fois huit, tout dépend du problème. C’est pour cela que maintenant, 10 ans plus tard, on a différents modèles de multipartisme et de prises de décision.

Par exemple, au niveau d’ICANN, on a les gouvernements qui sont encore dans un comité consultatif, donc on a une procédure avec le gouvernement qui doit donner des conseils au conseil d’administration et c’est un bon modèle qui permet vraiment de partager la prise de décisions parce que le conseil tout seul ne va pas prendre la décision, il va la prendre en écoutant la communauté et on a différents comités consultatifs de différentes organisations de soutien, tout le monde va donner son avis, c’est un processus qui va donner la prise de décision.

---

L'UTI, maintenant, est un système multipartite. Si l'on regarde les différentes procédures, l'UTI invite différentes personnes à ses réunions, le secteur des ONG, etc. Si l'on regarde l'IGF, c'est pareil, on travaille sur le même pied, l'IGF n'a pas une capacité de prise de décision. Si l'on regarde le MSI+10 c'est la même chose, la prise de décision finale c'est un groupe de la société qui va prendre ces décisions finales.

Cela veut dire que l'on a plusieurs organisations mondiales qui existent et ce sont des acteurs de ce multipartisme. Il faut voir maintenant comment l'on prend ces décisions finales. Ce multipartisme basé sur un pied d'égalité veut dire que toutes les parties vont participer au développement de politiques et à la prise de décisions, c'est cela le critère.

On essaie de ne pas définir ce qu'est le multipartisme, tout dépend du problème. Ce modèle multipartite dépend de si c'est un problème de sécurité d'Internet, ou dépend de la direction ou s'il s'agit de gérer les numéros, les noms et les chiffres sur Internet, s'il s'agit de cyber-délit, la police et les gouvernements vont jouer un rôle précis. Mais ils vont aussi avoir besoin de l'utilisateur final, du secteur privé, de la communauté pour s'organiser pour lutter contre le cyber-délit.

Dans certains domaines, il n'y a pas besoin des gouvernements pour prendre des décisions, cela peut être fait par la communauté elle-même mais il faut quand même écouter les gouvernements et prendre leur opinion, en tenir compte. En fonction du problème, on va avoir différents modèles multipartites, ce qui va dépendre du problème et des besoins découlant de ces problèmes. C'est pour cela qu'on n'a pas

---

besoin de définir ce qu’est le multipartisme parce qu’on a une très large variété de modèles et le problème clef était déjà défini dans ce sommet de la société de l’Internet lorsqu’on a parlé de partage, partage du développement de politiques et de la prise de décision. C’était un élément clef que je voulais préciser ici.

LEON SANCHEZ:

Merci Wolfgang. Comme je l’ai dit, on va continuer avec cette discussion, je voudrais maintenant vous donner la parole pour poser des questions à Adam et à Wolfgang. Donc Siranush je vois que vous demandez la parole, allez-y.

SIRANUSH VARDANYAN:

Merci beaucoup, je voudrais non pas poser une question mais faire un commentaire plutôt parce qu’à mon avis le multipartisme, lorsqu’on pense à la situation en 2007. A l’époque j’étais dans un campement d’été ou j’ai appris de Monsieur Wolfgang. On parle de la façon dont on doit coopérer, c’est ça que ça veut dire multipartisme, c’est le partage, c’est exactement la façon de trouver la solution, la décision. L’une des définitions et à mon avis ce qu’est le multipartisme, c’est une coopération améliorée, renforcée. Merci.

LEON SANCHEZ:

Merci Siranush. Je vois une main levée, vous avez la parole Sergio.

---

SERGIO BRONSTEIN:                   Merci, je vais parler en Espagnol. Leon, d’abord tu m’as vu avant que Wolfgang ne prenne la parole, donc si tu es en train de modérer une réunion et que tu vas changer l’ordre des intervenants il faut que l’on demande aux intervenants leur permission pour ce faire.

LEON SANCHEZ:                    J’en prends note.

SERGIO BRONSTEIN:                J’ai choisi ce sujet parce que cela m’intéresse mais pas parce que je connais beaucoup cette question. J’étais surpris par le début de la session où on a eu un débat sur la sémantique du mot, sur la définition du concept de multipartisme alors qu’en fait il me semble que le débat devrait être la façon dont nous les représentants des utilisateurs d’Internet voulons que l’Internet soit gouverné dans les prochaines 50 années.

Je pense que c’est un problème d’ordre du jour aussi, un problème d’objectif. La façon de voir ce problème devrait être comment on veut que ce monde soit. Dans ce monde particulier, dans notre monde réel avec cette structure économique qu’on a, avec la structure du pouvoir existante, comment l’Internet s’y intègre?

L’Internet qui est installé dans cet environnement, qui a une histoire où un gouvernement particulier, pas tous les gouvernements, cède à la société civile soi-disant le droit d’utilisation du réseau, se réserve le droit de véto pendant une période. On pense au gouvernement d’une

---

façon et on oublie qu'il y a eu un seul gouvernement qui a eu la volonté politique de gérer l'Internet et de maintenir même le droit de véto.

Je reprends aussi l'inquiétude de Carlos Aguirre, lorsqu'il a dit cela, ça m'a fait penser à ce que mon père disait. Mon père disait toujours qu'il y avait un écrivain Français, Anatole France, qui disait que les lois interdisaient le riche et le pauvre de dormir dans les rues. C'est-à-dire qu'il y a des gens qui n'ont pas besoin de dormir de la rue, ce n'est pas une interdiction pour tous.

Pour prendre ce que Carlos a dit, on n'a pas tous les mêmes possibilités de parler, de prendre la parole, d'être présent pour prendre la parole dans ce modèle multipartite. Depuis le point de vue des utilisateurs, je pense qu'il y a des questions à définir: d'une part comment l'utilisateur participe de façon active à la prise de décision et pas comme ça a été dit ce matin qu'on a besoin des utilisateurs pour voir quels ont leurs retours, leurs opinions leurs commentaires, leur travail, on n'a jamais dit qu'on avait besoin des décisions des utilisateurs. On n'a jamais expliqué comment les décisions vont être prises.

Je pense que le gouvernement mondial de l'Internet, sur la forme de gouvernance de l'Internet, ce qu'on discute et la façon de prendre ces décisions et qui c'est qui va les prendre et pas le niveau de disposition des décideurs pour intégrer les commentaires des autres. Il me semble qu'il faut qu'on ait ce débat.

Maintenant, quand au multipartisme. Récemment, au Brésil, on a remis en question ce concept de société civile parce que c'est différence

---

d'avoir un académique, la croix rouge et l'utilisateur. Au Brésil, on a divisé la société civile pour parler d'académique, d'utilisateur, de société civile et de scientifique.

Je vous propose tout cela parce que j'ai du mal à penser comment on gère le tout mais je ne voudrais pas discuter une question sémantique et je ne voudrais surtout pas que l'on oublie que le gouvernement est le pouvoir et qu'il faut que l'on façonne ce pouvoir, qu'il faut que l'on sache qui va l'occuper, etc.

LEON SANCHEZ:

Merci Sergio, ce sont de très bons commentaires que vous faites, nous avons une queue et je vois monsieur qui lève la main.

MATTHIEU CAMUS:

J'ai fait du travail de traduction pour la période avant le sommet ATLAS II et j'ai eu du mal à traduire le mot multistakeholderism, multipartisme. J'ai vu en fait deux aspects, d'une part la gouvernance mondiale et l'application pratique et j'ai traduit le mot dans le sens de participation mondiale comme partenariat parce que cela implique une réciprocité et une participation.

Ce sont deux concepts qui sont très importants dans la communauté AT-Large parce que cela nous donne la possibilité de parler avec une voix unique. Ce serait un vrai pouvoir pour les discussions avec le secteur privé et la gouvernance, merci.



---

pas aussi important comme comprendre que le niveau de la discussion est une comparaison entre ce genre d’approche et les autres genres d’approches qui sont utilisés de par le passé. D’ailleurs elles ont déjà été utilisées pour comprendre les systèmes autoritaires, les monarchies, etc. ou pour représenter le modèle démocratique où l’on désigne des personnes qui vont agir en notre nom pour une période de temps donné.

J’ai vu dans la transition de la démocratie représentative pour la plupart des systèmes monarchiques qu’on pouvait toujours avoir une seule personne qui représente un pays. Il y a beaucoup de monarchies constitutionnelles, on peut avoir même des systèmes présidentiels, ce sont des monarchies constitutionnelles où le Président a du pouvoir.

Même si je dirais que je suis d’accord avec Adam dans le sens qu’on devrait être modestes collectivement dans ce que nous croyons que l’on va accomplir par ce modèle, il ne faut pas qu’on soit excessivement modestes. Il s’agit d’un bouleversement fondamental, c’est le passage d’un vote par personne à une voix par personne, en Français c’est un peu confus parce que vote et voix c’est un peu pareil, ce sont des synonymes, mais en Anglais la différence entre la voix et le vote, c’est beaucoup plus clair.

Pour définir le multipartisme ou cette approche multipartite, je pense qu’il faudrait que l’on reprenne un principe fondamental qui est qu’une personne ou une entité a le droit de participer de façon appropriée aux processus gouvernementaux pour s’occuper des questions qui les intéressent, c’est aussi radical que le principe universel du droit de vote universel.

---

Lorsqu'on y pense, la démocratie représentative a été introduite avec des droits de vote sélectifs, il fallait avoir un niveau de revenu ou une catégorie d'éducation, c'était une question de classe. Mais lorsqu'on a avancé avec la notion que toutes les personnes, indépendamment de leurs origines sociale, leur niveau d'éducation, leur genre, leur âge, peu importe, ont le même droit de vote, c'était incroyable de voir que ça a si bien fonctionné, que ça fonctionne si bien toujours.

Parce que ce qui est le plus important c'est cette idée que tout le monde peut contribuer. Bien sûr, dans la définition que je donne, le terme de façon appropriée est un peu obscur parce que ce n'est pas évident d'avoir le même niveau de participation tout le temps.

Ce qui m'amène à une deuxième question, le fait qu'on parle de processus, on parle d'un flux de travail qui commence par l'établissement d'un ordre du jour où le cadrage de la question est essentiel. Plus les personnes contribuent à ce processus, meilleur sera le résultat. On peut atteindre un consensus sur l'étape de validation et l'étape de mise en œuvre et puis d'application des résolutions prises.

Le fait de documenter ce flux de travail serait l'équivalent de l'approche qui a été adoptée pour la démocratie représentative par la séparation de cette question de séparation, de division du pouvoir. C'est les deux qui sont importants. Cela dit, dans chacune de ces cinq étapes, pour répondre à votre question, est-ce qu'on a un seul modèle multipartite? Non.

En tout cas, il y a une seule mise en œuvre du modèle. Je pense que cela est de plus en plus spéculatif et bien que l'ICANN parle constamment de

---

modèle multipartite pour l’ICANN, on a tous avancé, il faut que l’on accepte le fait que si les pays comme le Royaume-Uni, la France, l’Allemagne et les États-Unis, ce sont tous des démocraties représentatives et cependant leur architecture est complètement différente. Mais ils se centrent sur les mêmes modèles.

Cette approche, de même, peut porter sur une organisation internationale des gouvernements qui ont beaucoup de contributions des différentes parties prenantes et être de toute façon une organisation comme celle-ci où tout le monde peut faire des contributions mais où la prise de décision est indépendante. Donc on a différents modèles de mise en œuvre et finalement tout le débat auquel on doit faire face lorsqu’on parle de l’avenir du multipartisme, la discussion fondamentale à mon avis qui nous vient depuis NetMundial, est le passage de la définition rigide des parties prenantes qui ont été établies par les différents participants.

Il faut que l’on comprenne que les différentes parties prenantes le long du processus, dans les différents niveaux de mise en œuvre et dans les différentes versions de la mise en œuvre, peuvent varier. On a un genre de discussion qui peut varier mais le principe fondamental est toujours qu’il faut que l’on ait la possibilité de contrôler, de faire un suivi qui est de la transparence, la réédition de comptes, qui est que l’on puisse contribuer pour les représentations, etc. et d’avoir aussi des mécanismes de révision de comptes.

Il s’agit d’un cadre qui doit absolument être plus formel et pour finir avec l’analogie, Arpanet n’était pas l’Internet. Arpanet était un genre d’expérience de ce concept. Ils ont commencé par faire des expériences

---

et ils voulaient répéter ces expériences mais c'est différent maintenant. L'ICANN est l'Arpanet de ce modèle multipartite, ce n'est pas un modèle achevé, c'est un modèle en cours, mais si l'on veut qu'il soit élargi et répandu il faut que l'on simplifie son approche conceptuelle et il faut que l'on puisse la répéter, ce qui est le cas avec l'IGF en quelque sorte, et il faut qu'il soit présenté et que l'on démontre que l'on peut résoudre les problèmes de par ce modèle, pas seulement lorsqu'on a des cas faciles mais aussi lorsqu'on a des problèmes, lorsqu'on a du mal.

On a eu un peu de mal à mettre cette approche en concept, c'est ce que je pense.

LEON SANCHEZ:

Merci Bertrand, merci Alejandro Pisanty était dans la queue aussi.

ALEJANDRO PISANTY:

Merci Leon. D'abord, j'ai une question procédurale. Le format de la séance a deux experts invités qui sont Wolfgang Kleinwächter et Adam Peake. On a sauté je pense la partie des notes de leur part parce qu'on a eu des questions mais si Adam Peake voulait parler en tant qu'intervenant principal je lui redonnerais la parole.

ADAM PEAKE:

Non Alejandro, allez-y. J'avais l'objectif avec d'autres personnes qui sont ici, mais Wolfgang doit partir. On a plein de personnes ici qui sont des experts dans la matière et on essaiera de répondre aux questions en

---

tant qu'intervenants principaux mais on est intéressés pour entendre vos avis. Allez-y.

ALEJANDRO PISANTY:

Merci. J'essayais de m'assurer que nous n'avions pas interrompu le format de la séance qu'on avait prévue.

D'abord, j'ai une question pour Sergio Bronstein, un commentaire. Je pense que l'une des caractéristiques principales qu'il faut que l'on tienne à l'esprit pour l'évolution de la forme de participation multipartite pour la prise de décision et on imagine qu'une grande partie de la population mondiale voudrait vivre dans un monde qui serait meilleur et qu'une partie de la population mondiale serait d'ailleurs prête à changer le monde et la façon dont ce monde fonctionne. On a différentes manières de le faire, et donc ce qu'on essaie de faire pour des ressources mondiales telles que l'Internet, l'environnement mondial, il faut que l'on s'assure que ce soit un modèle échelonnable que l'on puisse appliquer aux différents modèles politiques, qui soient dans la mesure du possible agnostiques et qui aient un niveau de participation égalitaire pour la société en général.

Les modèles multipartites doivent penser à l'avenir, ils doivent prévoir ce qui va venir, ne pas se centrer sur le passé mais il faut qu'ils s'assurent qu'on ait autant d'avenir ouvert que possible, qu'on ne sera pas attaché à un seul avenir. Pour ce qui est de la participation multipartite, j'ai quelques conclusions qui je pense seraient pertinentes. Vu qu'on a beaucoup de personnes qui ont participé à la gouvernance multipartite à travers la participation sur Internet et la gouvernance de

---

l’Internet, on a tendance à oublier qu’il y a d’autres champs d’efforts mondiaux qui sont des endroits de prise de décision mondiaux au niveau national, international, sous-national, local, ce qui inclut les gouvernements qui ont un modèle très important dans le panel intergouvernemental de changement climatique par exemple où les décisions sont toujours négociées entre gouvernements.

On a des modèles également comme le forum sur la gouvernance de l’Internet qui ne prennent pas de décisions. On a des modèles du monde de la finance, de la banque, il y a des modèles qui sont très corrompus, il faut qu’on fasse attention à ne pas les répéter, il faut qu’on apprenne de chacune de ces expériences. D’autre part, la participation multipartite et cela fait partie d’une recherche qui a été demandée il y a quelques mois, la participation multipartite a donné le pouvoir aux différents secteurs de différente manière, comme Sergio Bronstein l’a dit.

Le rôle d’un seul gouvernement, il faut qu’on puisse mentionner cela, il s’agit du gouvernement des États-Unis qui a eu l’initiative de travailler sur la gouvernance de l’Internet. C’était donc un pouvoir asymétrique des États-Unis par rapport aux pays en voie de développement ou aux pays Européens ou même aux économies BRIC en voie de développement.

Cet équilibre du pouvoir a changé, il s’est incliné envers d’autres parties prenantes. C’est ça qui est mentionné comme coopération renforcée. Quelqu’un a parlé de coopération renforcée tout à l’heure. Il y a plusieurs lectures différentes mais pour ceux qui ont participé aux SMSI vous vous souviendrez qu’il s’agissait d’un processus parallèle aux

---

formes de la gouvernance d’Internet. On disait que c’était une autre discussion et en effet c’était une discussion maintenue dans une autre partie de la salle.

Par exemple, à l’ICANN, les participants non-commerciaux ne pouvaient pas participer jusqu’en 2003. A l’époque, les pays en voie de développement ne participaient pas et à partir de ce moment-là, NCJ, l’unité constitutive ou le groupe de partie prenantes des participants non-commerciaux ont créé un modèle qui a changé, cela a encore changé l’équilibre pour le bénéfice des unités constitutives non-commerciales.

Cet équilibre a été rétabli au sein d’ICANN mais cela n’a pas eu un effet direct sur les politiques qu’on aurait voulu. Ce n’est pas une étude historique, simplement pour notre curiosité, il s’agit de trouver des leçons à mesure qu’on avance et ce qu’il faut qu’on apprenne à partir de ces séances, puisqu’on discute des différentes visions du modèle multipartite, vous pouvez parler au lieu de modèle de participation multipartite, il faut qu’on le considère de façon plus large pour l’ICANN et je pense que le genre de discussions dont on a besoin serait quelles sont les caractéristiques de base des modèles multipartites qui peuvent fonctionner.

Je pense que Wolfgang et Bertrand ont déjà souscrit à la vision des personnes qui venaient du secteur technique qui étaient qu’il y a différents champs d’application. Si on veut travailler sur le cyber-délit il faut que toutes les parties prenantes participent, mais on a besoin d’aide de la police, de la coopération multilatérale ou bilatérale des agences et des organismes d’application de la loi. On a besoin de

---

pouvoir échelonner ce modèle, de pouvoir le répéter et ce sont des discussions qui pourraient être menées dans les plénières et dans les différents groupes de participation. On a différentes caractéristiques qui incluront la réciprocité, la simplicité, la subsidiarité et d’autres « -té » qui ont un impact et qui ont été mentionnés au panel de stratégie de l’ICANN.

LEON SANCHEZ:

Merci Alejandro, on a d’autres personnes. Voila, là-bas, et après ça Marilyn et Carlos Aguirre.

NON IDENTIFIÉ:

Merci Monsieur le Président, l’approche multipartite était une grande réussite au niveau du mantra. Mais, ce pourrait également être une faiblesse que d’avoir réussi comme cela parce qu’à un moment donné il faudra que l’on passe du mantra à la méthode et ce n’est pas facile à faire. Lorsqu’on commence à développer la méthode, on essaie bien sûr de développer quelque chose qui sera bon pour toutes les situations, qui correspondra à tout.

Je suis content de voir que cette situation avance maintenant dans ce concept où on n’a pas une taille unique qui correspond à tous. Il nous faudrait peut-être des principes généraux pour avancer avec ce qu’a dit Wolfgang Kleinwächter. Ce sont les principes défendus qui viennent du groupe de travail sur la gouvernance de l’Internet pour le partage des responsabilités.

---

A partir de ce point-là, je pense qu’on devrait pouvoir prendre un rôle empirique et au lieu de discuter cela on devrait pouvoir commencer à agir, à pouvoir appliquer cela aux différentes situations, aux différents environnements, par rapport aux endroits où l’on se sert de cela de différente façon. Peut-être qu’à partir de ces expériences, on pourrait développer une théorie pour continuer à aller de l’avant.

Je voudrais citer Mao Zedong. Lorsqu’il a dit qu’à travers la révolution, on n’apprend pas d’abord à faire la révolution et puis on la fait, mais qu’au lieu de cela on fait une révolution d’abord et c’est en agissant qu’on apprend de la révolution.

NON-IDENTIFIÉ:

Je viens de l’Inde, mon avis sur le multipartisme est d’abord qu’il s’agit d’un concept qui devrait être considéré dans le sens large pour inclure les gouvernements et le secteur privé et la communauté technique, parce que la discussion sur la société civile serait peut-être une mission plus inclusive dans d’autres forums où tout le monde pourrait participer et donner son avis.

Mais, ayant dit cela, je pense que le but du multipartisme devrait être de répondre à la question de « pourquoi pas? ». Chaque composant a été classé afin de contribuer à trouver une solution entre les lacunes pour la solution.

Par exemple, si le gouvernement n’arrive pas à trouver une solution, on devrait pouvoir trouver l’équilibre entre les gouvernements et la société civile et le consensus de la communauté d’utilisateurs. Voilà comment

---

fonctionnerait le multipartisme à mon avis dans la durée et que la société civile il me semble devrait avancer avec le droit constitutionnel de représenter le public et que ce qu'ils disent soit définitif.

Donc ce que je voudrais dire est qu'il doit s'agir d'un rôle où l'on assiste et on s'aide les uns les autres, mais il faudrait que l'on fasse face à deux défis pour le multipartisme. Il faudrait une étape initiale à laquelle on doit essayer et s'adonner d'être inclusif, où il faut que l'on partage les nouvelles pour la prise de décision.

On a des défis, des limites culturelles, des structures légales, juridiques, on a différentes sociétés et structures, des questions d'économie, de finance, de société mais on espère que tout ira mieux demain et les autres défis devraient avoir une certaine diversité. C'est un défi pour l'Inde, on espère que dans les différentes années de gouvernance, on aura un défi.

Il y a différentes personnes, différents défis, quel est le définitif? Donc je reviens sur mes idées originelles, sur le multipartisme, c'est qu'on devrait avoir le propos de trouver une solution pour les autres au lieu que de leur présenter un problème pour l'avenir.

Lorsqu'on veut inclure tout le monde, cela prend du temps et de la patience bien sûr aussi.

LEON SANCHEZ:

Merci, maintenant on a le monsieur avec le t-shirt blanc, je ne connais pas votre nom.

JEREMIE MICHAEL:

Je m’appelle Jeremie Michael, je viens de l’Afrique, je suis un membre du conseil exécutif de NIRA qui est l’association internationale Internet et je voudrais dire qu’il me semble qu’il y a une question qui devrait être prise très au sérieux. Par la discussion, lorsqu’on discute du multipartisme, il me semble que c’est comme parler de la largeur de bande, de la bande passante. C’est une question que l’on ne peut pas souligner ou qui devrait être encouragée, qu’on devrait tous être encouragés à continuer ces discussions.

Wolfgang vient de partir, j’aurais une question pour lui mais je voudrais partager ici avant d’aller le voir personnellement, une opinion, un avis de mon organisation dans le sens numérique on s’est rendu compte aussi que l’engagement avec les gouvernements, à mesure qu’on essaie de s’engager avec les gouvernements en tant que société civile et que nos gouvernements mêmes aient sa chance, les gouvernements ne sont pas unis, les personnes qui devraient les représenter devraient s’engager à la prise de décision pour la population et que le niveau de compréhension n’est pas ce qu’on attend.

Je voudrais que les autres puissent partager leur avis sur la façon dont ces défis pourraient avoir un impact sur nos vies. Parce que c’était une question assez bureaucratique qu’on a vue, une configuration assez bureaucratique pour le modèle de différents partis, différents pays en voie de développement.

De même, les gouvernements doivent se rendre compte que la société civile devrait avoir un rôle à jouer dans le multipartisme parce que les

---

gouvernements ne peuvent pas agir tous seuls. Il faut que l'on insiste sur cela. La question du multipartisme est donc importante pour tous, merci.

LEON SANCHEZ:

Merci beaucoup. Nous avons maintenant Marilyn et je vais demander aux autres personnes qui sont dans la queue, qui ont déjà pris la parole, je vais leur demander d'accepter que l'on donne la priorité aux personnes qui n'ont pas pris la parole encore. Est-ce que vous êtes d'accord? Bien. Parfait, bien, donc maintenant nous avons Marilyn.

MARILYNN:

Merci beaucoup Leon je voudrais faire un commentaire sur deux processus qui ont eu lieu récemment. Le premier parce que ça n'est pas lié à la participation multipartite et ensuite un autre parce que cela concerne ce problème. Le premier est un événement de haut niveau qui a produit des documents récemment et ensuite je voudrais savoir si, je voudrais vous parler du rapport du haut niveau d'ICANN.

Cet événement SMSI + 10 est un événement qui a lieu tous les ans. L'objectif de cet événement de haut était de voir comment avait lieu la mise en œuvre de SMSI, comment est-ce qu'on en était à ce niveau-là, essayer d'évaluer les tendances qui apparaissent et essayer de voir si on pouvait avancer dans la communauté dans ce domaine.

Notre réunion a donné lieu à un document, je pense qu'il faut souligner qu'il y avait aussi une plateforme pour la discussion multipartite et bien qu'il y ait eu des négociations de dernière minute sur des points clef sur

---

lesquels ils n’étaient pas parvenus à un accord, ils ont quand même mis en place un système multipartite et on a atteint un accord, on est parvenus à un accord. Donc je pense qu’il est important de souligner que dans ce processus on s’est focalisés sur le document de Genève et on a laissé la plupart des points qui sont encore controversés en ce qui concerne la gouvernance de l’Internet.

Certains des points que nous avons discutés ici, comme par exemple la participation multipartite et le rôle et la responsabilité des différents acteurs à l’extérieur de cette discussion. Ce n’est pas encore clair si ces points sont encore des points ouverts et NetMundial qu’il y a des problèmes qui sont encore ouverts comme les rôles ou les responsabilités des acteurs ou est-ce que les décisions allaient être prises. Ce n’est pas très clair, on ne sait pas encore comment SMSI+10 va être organisé en 2015 et je pense que chaque point ici dans notre ordre du jour doit être d’aborder ces discussions à ce point de la société et de continuer à travailler sur les espaces de multipartismes comme l’IGF.

Je pense que ce sont des points que nous devons analyser. Un autre processus qui a mon avis ne doit pas être laissé de côté, c’est le rapport qui va résulter du panel de haut niveau et ce comité de haut niveau qui a été créé, qui a été organisé par ICANN. Je pense que le rapport, ce rapport, est un point clef d’un document jalon de documentation concernant la participation multipartite et il va contenir ce qui a été discuté lors de NetMundial concernant la feuille de route sur tout.

C’est un point important parce que certains pensent que NetMundial aurait pu être plus concret dans le domaine de la feuille de route. Il y a

---

de très bons points de suggestion qui sont présents dans ce rapport et nous devrions en tenir compte. Il y a des suggestions concrètes sur la façon de mettre en œuvre un modèle de gouvernance distribuée, c'est quelque chose que la société civile, la communauté, a demandé dans ce document qui a été lancé il y a un mois, qui a été créé et qui a été rédigé il y a un mois.

Mais je pense que des points importants que ce rapport n'aborde pas, c'est qu'à la fin du rapport il y a une série de questions que les panélistes ont considéré comme étant des questions encore ouvertes, sans solution, comme par exemple l'équilibre entre la participation et le reste au niveau de la société civile pour l'utilisateur final ce sont des points clef et on ne peut pas continuer à avancer et à essayer de mettre en place un modèle distribué ou bien réparti si l'on ne sait pas encore comment on va inclure toutes les voix qui participent à ce processus.

Je pense que ce rapport est quelque chose de très important. Il nous faut tenir compte, il nous faut analyser cela dans le détail pour être sûr que ce rapport va vraiment contenir ces bonnes idées. Il y a aussi des considérations importantes pour les pays en voie de développement qui ne participent pas assez.

Les ressources finales et ce qui concerne le savoir, tout cela, c'est fondamental. C'est fondamental d'avoir des ressources pour pouvoir participer, mais comment? La mise en œuvre est très importante.

Un autre point clef que je voudrais mentionner, Adam m'a demandé de l'aborder, cela concerne les gouvernements et les modèles de gouvernements nationaux. Lorsqu'on parle de gouvernance, on se

---

focalise sur la gouvernance internationale mais il y a différents modèles de gouvernance. Le niveau régional, national, mondial, etc. Certains d’entre nous ont constaté qu’il était important que les décisions soient prises au niveau le plus près possible de l’utilisateur final parce que cela permet aux utilisateurs de participer.

Cela tient compte de leurs besoins et des besoins qui existent sur le terrain. Une bonne expérience que nous avons, concernant la participation et les modèles multipartites, c’est celle du Japon et j’ai travaillé là-dessus, le multipartisme aussi au Brésil. C’est pour vous dire qu’il y a ici différentes personnes qui travaillent sur ces points-là et lorsque l’on parle de la participation, de la gouvernance, il faut parler de la participation à différents niveaux, pas seulement au niveau mondial, on a vu cela au Brésil.

Ce n’est pas un modèle qui peut être copié mais ça peut être une expérience, un exemple, quelque chose dont on peut tenir compte ensuite, qui peut être intéressant pour renforcer la participation multipartite au niveau national, merci.

LEON SANCHEZ:

Merci beaucoup Marilyn, nous avons encore cinq personnes dans la queue. Donc pour continuer le travail de ce groupe, je vous propose d’arrêter la queue ici, de ne plus accepter personne dans notre queue et puis il y a des personnes qui n’ont pas pris la parole comme par exemple Sunny Lou.

SUNNY LOU:

Bonjour à tous, c’est Sunny Lou, je vais parler en Anglais. Le multipartisme, lorsque j’ai entendu ce mot pour la première fois, je me suis rendu compte qu’en fonction des gens qui l’utilisent ce mot est compris de façon différente. Pour moi, ça veut dire que chacun peut avoir une voix dans le développement de politiques, le processus concernant ce développement de politiques.

Et lorsqu’il s’agit de dire que chacun peut avoir une voix ou un vote, cela nous emmène à parler de la situation de chacun, ce que nous sommes tous sur le même pied parce que certains peuvent avoir une voix qui est davantage entendue dans cette communauté. Il y a des opinions qui sont plus entendues que d’autres, et puis on dit la même chose pour la partie technique, les personnes qui travaillent dans le domaine des adresses IP ont parfois peut-être plus d’impact dans ce sens.

Alors je me demande comment est-ce qu’on peut avoir une proportion égale et que la voix de chacun ait le même poids dans ce système de gouvernance. Ensuite, d’après ce que j’ai compris, le système est quelque chose d’organique, il ne peut pas être une autorité ou une personne en particulier. C’est un processus comme la démocratie, qui a avancé dans le temps. On a constaté qu’il y avait des problèmes et on a résolu ces problèmes, c’est pareil.

Le multipartisme fonctionne de manière réussie dans ICANN je pense, et je pense qu’il faut continuer à travailler de cette façon, et c’est bien, mais il faut se demander quand même comment on peut améliorer les choses tout le temps. Le problème que je constate en tant que personne nouvelle au sein de l’ICANN, le problème que je constate c’est qu’ICANN utilise une stratégie pour pousser les gens qui entrent dans

---

ICANN, font entendre leur voix, expriment leur opinion. Mais les gens qui ne participent pas à ICANN, qui ne sont pas dans ICANN, les gens qui ne sont pas intéressés par les problèmes de gouvernance d’Internet parce qu’ils pensent que les gouvernements doivent s’en occuper ou parce qu’ils pensent que les gouvernements n’ont pas d’impact direct en cela, ils ne participent pas à cette réunion.

Moi j’ai de la chance, parce que mon organisation a considéré qu’il fallait envoyer des gens, des jeunes dans ce secteur, et donc on m’a envoyé participer à ICANN. Maintenant que je suis là, je me rends compte que ce type de problème est très lié à notre utilisation quotidienne de l’Internet. Un exemple, je viens de Hong Kong et là-bas on vote actuellement en ligne et il y a eu des serveurs qui ont été critiqués parce que certains gouvernements n’ont pas bien organisé cela.

L’idée originale était d’avoir une application, un site Internet et puis on a constaté que cela ne marchait pas, on a essayé d’attaquer le site et c’est là que je me suis rendue compte que c’est important qu’on soit là, c’est important. Cela a un impact sur notre vie quotidienne, le fonctionnement de l’Internet a un impact.

Nous devons trouver une solution pour la question suivante: comment faire participer les gens qui ne sont pas des gens dans notre communauté parce qu’ils ne sont pas intéressés ou parce qu’ils ne se font pas de soucis pour ce qui est de l’Internet et de son fonctionnement. Voilà, ça c’est ma question.



---

Je suis ici au sein d'ALAC comme représentante de l'Europe pour les utilisateurs finaux mais aucun des utilisateurs finaux n'a voté pour moi, c'est un petit groupe de personnes qui a dit « D'accord, ok, Sandra va contribuer, va être responsable de ce contenu auprès d'ICANN ».

Lorsque je parle aux utilisateurs finaux, au cours de réunions avec un verre de vin, j'essaie de leur expliquer ce que je fais au sein de ma vie professionnelle, lorsque je voyage, etc. J'essaie de leur expliquer. Je leur dis « Je vous représente », ils ne comprennent pas très bien dans quelle mesure je dois les représenter, ce que je peux faire pour eux, ils ont une autre vision des choses.

Je pense que tout cela, c'est une discussion qui est importante, il faut savoir que d'un côté on parle d'une source mondiale de l'Internet, qui a un impact immense et il faut tenir compte du fait que ce que nous faisons ici, nous n'avons pas une participation internationale et mondiale comme pour ce qui concerne le climat par exemple. Nous n'avons pas une présence aussi forte et je voudrais dire par rapport à ce que Alejandro a dit, ce n'est pas un modèle multipartite parce que finalement la décision finale quand il s'agit du climat par exemple elle est prise par un parti seulement.

Je pense que ce que nous pouvons faire ici, c'est de réduire la portée de notre approche et à la fin de ces sessions, nous devrions revenir à notre titre et faire une suggestion additionnelle, voir un petit peu comment renommer cela, ce groupe. Nous sommes ici pour la réunion d'ICANN, il y a d'autres défis importants comme la transition de la fonction IANA et il faut que l'utilisateur final participe à tous ces processus.

---

A ce stade, au niveau de l'ICANN, je dirais qu'il nous faut parvenir à faire un modèle qui fonctionne vraiment et à ce moment-là on pourra peut-être avoir un impact supérieur au niveau mondial et la prochaine étape serait l'IGF, etc. parce qu'à ce moment-là on sera davantage reconnus si on arrête de mettre autant de questions religieuses et essayer de voir comment on peut vraiment avoir une contribution qui ait un sens pour la société civile, pour les utilisateurs d'ALAC et d'AT-Large. Voilà, c'est pour cela que nous sommes là, c'est ça notre rôle.

LEON SANCHEZ:

Merci beaucoup Sandra, nous avons maintenant Alberto Soto qui n'a pas pris la parole. Je n'accepte plus personne dans la queue, je donne la parole aux personnes qui n'ont pas encore parlé.

ALBERTO SOTO:

J'ai entendu des gens qui utilisaient des termes comme par exemple critère d'inclusivité, comment savoir quelque chose, participation. Je vois ici dans ce modèle deux choses qui m'intéressent beaucoup: les gouvernements et les utilisateurs finaux. En tant que membre d'AT-Large, je vais me consacrer au travail d'AT-Large, je suis un représentant des utilisateurs finaux. Ce n'est pas que le reste ne m'intéresse pas mais c'est mon travail, c'est mon boulot, je suis obligé de le faire.

Je vais vous donner un exemple d'un atelier qui a eu lieu il y a quelques temps à Saint-Domingue. J'ai eu la chance d'avoir dans une seule réunion des représentants de tous les utilisateurs des parties

---

intéressées ou des parties concernées. Il y avait des fournisseurs de télécommunications, des gouvernements, des fournisseurs de services, des utilisateurs de la société civile, utilisateurs finaux, communauté du secteur éducatif, etc.

Il y a eu un moment où quelqu'un, un fournisseur d'Internet, a dit, l'ICANN ne peut pas se mêler à cela. Lorsque nous voulons montrer les prix ou faire des prix différentiels l'ICANN ne peut pas s'en mêler et un utilisateur a dit « non, cela affecte la neutralité du réseau ». Donc vous voyez ici c'est un exemple clair de la façon dont les choses peuvent fonctionner.

Moi, je suis très pragmatique, c'est pour ça que je vous donne cet exemple. Ce que je veux dire c'est que cet utilisateur final qui a une opinion, cette opinion peut modifier les politiques au sein de l'ICANN et j'ai expliqué cet utilisateur aux fournisseurs d'Internet comment fonctionne le modèle de prise de décision de l'ICANN.

Un autre exemple que je voudrais vous donner, c'est que le quinzième siège que nous avons élu, c'est une personne qui a une opinion mais qui n'est pas liée aux associations d'AT-Large.

Un autre exemple, lorsqu'une organisation veut se présenter et travailler comme ALS, les RALO n'ont pas de pouvoir de décision, cette décision finale se trouve au niveau d'ALAC et à plusieurs occasions cette opinion n'a pas coïncidé avec ce que nous pensions alors que nous sommes les représentants des utilisateurs finaux.

---

Nous avons besoin et nous avons des organisations dans nos RALO qui ont un contact très important avec les utilisateurs finaux, à tel point qu'une de ces organisations a présenté 200 plaintes contre des problèmes liés à l'Internet et c'était les utilisateurs finaux qui étaient parmi ces gens qui ont porté plainte.

Donc on a un feedback, on entend le feedback, on constate l'existence du feedback des utilisateurs finaux mais actuellement je voudrais savoir comment est-ce que l'utilisateur final va réellement participer pour la génération de politiques si d'un côté on donne et est-ce qu'on peut, parce que très souvent on me demande « moi j'ai une organisation qui peut être qualifiée comme ALS par exemple, quels sont les bénéfices que je tirerais d'être une ALS. Moi je n'ai pas encore vu qu'on puisse modifier une politique au sein de l'ICANN par exemple donc quel serait ces bénéfices?

LEON SANCHEZ:

Merci Alberto, maintenant nous avons Carlos Aguirre.

CARLOS AGUIRRE:

Merci Leon. Il me semble que ce que j'allais dire vient d'être dit par Marilyn et vient d'être redit ou complété par Alberto Soto. Je suis tout à fait convaincu que le modèle, il n'y a qu'un seul modèle, même s'il y a plusieurs mises en œuvre il n'y a qu'un modèle, et selon les thèmes, je pense que c'est une bonne chose que selon les thèmes il y ait certaines personnes qui aient plus d'impact ou pas.

---

Mais ce qu’il faut garantir à l’utilisateur final, à notre communauté d’AT-Large, ce que nous devons garantir, c’est que au moins l’inclusion de la part de la communauté, la possibilité de débattre de ces thèmes-là indépendamment du fait que lors de la mise en œuvre ensuite il y ait d’autres acteurs qui vont avoir davantage de poids. Mais le minimum que l’on peut demander, c’est qu’il y ait une inclusion, il y ait une participation et que ces acteurs puissent participer à la discussion, ce qui va impliquer une série de questions comme par exemple le fait que l’on donne davantage de capacité aux utilisateurs, qu’il nous faut former des leaders, il nous faut construire une compétence chez ces utilisateurs pour qu’ils puissent travailler de manière responsable.

Ensuite, nous devons aussi assurer que ces leaders seront capables de participer à ces discussions et là je pense qu’il va nous falloir le mettre dans notre déclaration finale. Je ne veux rien forcer, bien sûr il faut qu’on soit tous d’accord pour le faire, mais je pense que comme Marilyn l’a dit, c’est un thème de discussion. C’est une grande discussion, un thème que l’on n’a pas encore abordé, il faudra provoquer cela, il faudra en parler, aborder le thème et dire « Nous, au sein de notre communauté AT-Large de l’ICANN, nous pensons, nous voyons telle ou telle chose et nous voulons que telle ou telle chose se produise ».

J’ai trouvé que ce qui a été dit lorsqu’on a parlé de la révolution, la révolution il faut la faire et on la fait en la faisant, c’est une bonne chose. Une autre expression que nous utilisons ici, c’est « apprendre en faisant ». On apprend tous et apprendre tous sur le tas, c’est comme ça qu’on apprend, il faut continuer à apprendre comme ça, c’est comme ça

---

qu’on va tous se former. C’est cette voie qu’il faut continuer à suivre. Je n’ai pas été très convaincue lorsqu’on a dit qu’avoir une amélioration de manière inclusive ça demande de la patience et du temps, je ne suis pas tout à fait d’accord.

Moi je préfère la révolution que l’on apprend à faire en la faisant, je crois qu’on est là pour apprendre les choses, pas vraiment pour être patient, pas vraiment pour maintenir le statu quo. Je crois que l’on est là pour apprendre et changer certaines choses. Et puis l’on a un dernier point qu’a abordé Sandra et quand elle a dit que tout le monde a une voix et doit pouvoir l’utiliser, je crois que c’est ça, c’est ce concept de base qu’il nous faut appliquer. On a une voix, on peut l’utiliser et qu’on nous laisse utiliser cette voix, qu’on ait la possibilité de l’utiliser, que ce modèle multipartite concerné soit vraiment ce modèle, un modèle de ce type, un modèle dans lequel tout le monde puisse dire ce qu’il a à dire.

LEON SANCHEZ:

Merci beaucoup Carlos. Dernier intervenant Silva.

SILVA:

Et bien j’aimerais revenir un petit peu à l’ICANN, à ce modèle multipartite, dans différents pays, à différents moments, différents problèmes n’ont pas été résolus ou n’étaient pas gérables et on ne réussissait pas à les résoudre. Aux États-Unis par exemple, il y a des groupes de pression qui sont très forts et il était très difficile de retrouver un équilibre, par exemple pour le tabac, pour les assurances, on l’a vu dans certaines domaines, les lobbys jouent un grand rôle.

---

Moi, j’ai un regard un petit peu externe à cela, donc on pourrait dire que certains secteurs étaient déséquilibrés et étaient devenus ingérables, incontrôlables, par exemple le secteur financier, le secteur des banques. Et je ne dis pas qu’ils sont malfaisants, mais de par leur taille ils deviennent ingérables et la gouvernance est extrêmement difficile, même pour les gouvernements qui ne peuvent plus les gérer ou les contrôler. Donc l’harmonie religieuse entre les cultures est toujours difficile à atteindre bien entendu. Il y a plusieurs formes de gouvernance dont on a parlé tout à l’heure, la monarchie, la démocratie participative et ainsi de suite où il me semble que le modèle multipartite est l’avenir, l’évolution supérieure par rapport aux formes antérieures de gouvernance et que l’avenir du multipartisme, c’est l’avenir même de la gouvernance.

Si les gouvernements, que ce soit l’Allemagne, l’Inde ou les États-Unis, si les gouvernements peuvent prendre en compte le modèle multipartite et apprécier ce que l’ICANN par exemple a à offrir au monde comme modèle expérimental, et bien peut-être que dans cinquante ans on aura réussi à mettre en œuvre un modèle multipartite pour les gouvernements également et que le travail qu’on est en train de faire actuellement à l’ICANN sera un modèle qui restera et qui sera vu comme quelque chose qui peut influencer sur d’autres.

LEON SANCHEZ:

Et bien nous allons prendre une petite pause de 15 minutes pour que nous puissions reprendre un petit peu des forces et se retrouver dans 15 minutes pour commencer à débattre des questions ou d’autres

---

questions d’ordre général. Donc on se retrouve dans quinze minutes  
merci.

[Fin de la première piste audio]

[Début de la deuxième piste audio]

LEON SANCHEZ:

Veuillez prendre vos places s’il vous plait pour que nous puissions continuer notre séance, merci de prendre place. Très bien et bien nous allons reprendre le cours de notre travail et nous avons un débat que nous allons mener en petit groupe. Je vais vous demander s’il vous plait de prendre un numéro de un à quatre et on mettra ensemble les numéros un, numéros deux, numéros trois et numéros quatre. Alejandro?

ALEJANDRO PISANTY:

Nous avons également les régions géographiques qui sont représentées dans la salle. Tout simplement les gens qui sont assis les uns à côté des autres c’est peut-être plus simple.

LEON SANCHEZ:

Oui ok, donc voilà ce côté-là de la salle voila, ce côté-là un groupe et tout le monde derrière un autre groupe, trois groupes. Oui on peut s’équilibrer un petit peu pour avoir le même nombre de personnes dans chaque groupe.

EVAN LEIBOVITCH: En effet il y a des régions géographiques plus peuplées que d’autres.

LEON SANCHEZ: Donc nous aurons des questions de base qui sont à l’écran. Ce ne sont pas toutes les questions auxquelles on va répondre mais c’est une suggestion, c’est pour lancer le débat, pour lancer les discussions, qui représente? Qui et comment dans le modèle multipartite? Est-ce que le modèle multipartite est la meilleure manière de résoudre les problèmes de la gouvernance de l’Internet? Et est-ce que c’est le seul modèle multipartite qui puisse nous aider et qui existe? Evan a une autre question très importante également à poser.

EVAN LEIBOVITCH: On a déjà beaucoup parlé du rôle des gouvernements. Dans le modèle multipartite, comment est-ce que cela gère les critiques des gouvernements qui disent « un gouvernement a été élu démocratiquement, est-ce que ce gouvernement ne représente pas déjà un intérêt ou des intérêts privés ou est-ce que ce sont les intérêts du peuple ». Que représente un gouvernement?

Dans notre modèle multipartite, on a entendu beaucoup de plaintes de gouvernements qui nous disent mais nous sommes là pour gérer l’intérêt public, nous avons été élus démocratiquement par le peuple, nous avons un mandat donc ça c’est une question à laquelle il faut répondre, réfléchissez à cela, le rôle par rapport aux gouvernements.

---

Nommez une ou deux personnes pour prendre des notes et je travaillerais avec eux jusqu'à ce que j'ai tout incorporé dans notre propre document. Donc, s'il vous plait, une personne qui prenne des notes, qui résume ce dont vous parlez et ensuite vous revenez vers moi on essaiera d'incorporer et de faire la synthèse.

LEON SANCHEZ: Merci beaucoup Evan, on n'a plus beaucoup du temps, donc il est 17h20, on est sensés terminés à 18 heures donc je vais vous demander de terminer votre travail en groupe avant 18 heures pour que l'on puisse repartir faire une réunion suivante. Donc s'il vous plait vous avez maintenant le temps de travailler en groupe.

EDUARDO DIAZ: Oui j'ai une question monsieur le président, on doit répondre aux trois questions? A la question numéro un? Numéro deux? Numéro trois?

LEON SANCHEZ: Et bien je pense que chaque groupe répond à toutes les questions pour que l'on puisse avoir plusieurs points de vue.

EVAN LEIBOVITCH: Vous pouvez le faire dans n'importe quelle forme désirée, utilisez cela comme guide pour provoquer le débat, pour provoquer la création d'idées donc vous gérez cela comme vous le voulez et vous revenez vers moi avec des commentaires.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]